StopCovid, l'application de tracking du gouvernement, suscite craintes et débats

Chaque vendredi, dans sa revue de presse, Maddyness vous propose une sélection d'articles sur un sujet qui a retenu l'attention de la rédaction. Cette semaine, StopCovid, l'application anti-coronavirus du gouvernement.

Temps de lecture : minute

11 avril 2020

Les pistes du gouvernement pour le traçage numérique des malades

L'info

Le gouvernement a décidé de lancer le projet " StopCovid " afin de développer une application qui pourrait limiter la diffusion du virus en identifiant des chaînes de transmission. L'idée serait de prévenir les personnes qui ont été en contact avec un malade testé positif, afin qu'elles se fassent tester elles-mêmes, et si besoin qu'elles soient prises en charge très tôt, ou bien qu'elles se confinent. Lire l'interview de Cédric O et Olivier Véran dans Le Monde

Comment le traçage numérique peut

modifier notre société post-confinement

La question

Dans le passé, chaque épidémie a " mis en tension libertés individuelles et sécurité sanitaire collective ", rappelle l'historien Patrice Bourdelais. Les outils de surveillance mis en place " n'ont jamais été abandonnés, sauf si on les remplaçait par d'autres ", poursuit-il. Ainsi, le confinement, mécanisme instauré dès la peste noire, n'a été abandonné qu'avec la mise en place de " l'English system " au XIXe siècle : un dispositif de contrôle et de quarantaine ciblé, instauré dans les ports d'entrées de marchandises et de passagers. Inédit, le recours à des nouvelles technologies de traçage pour endiguer une pandémie pourrait ainsi devenir la norme. " C'est un des futurs possibles, d'autant que la population partage déjà ses données personnelles avec Google ou d'autres Gafa, c'est entré dans notre culture ", avance Patrice Bourdelais. Lire l'article de 20 Minutes

« Le traçage, un mal nécessaire »

Le point de vue

"Antigone a raison mais Créon n'a pas tort." La célèbre phrase de Camus concentre toute la complexité morale posée par la technique du traçage. Sur l'intention, d'abord - nous délivrer enfin du confinement tout en empêchant une nouvelle vague épidémique -, tout le monde s'entend. Sur la pratique, ensuite, il faut reconnaître au gouvernement un souci affiché de la protection des libertés publiques. <u>Lire l'édito du Figaro</u>

Olivier Tesquet : « Le tracking va servir à créer un discours policier »

Le contre-pied

"Dans cette période, on est tous un peu collectivement transformés en auxiliaires de police, à se surveiller les uns les autres, à s'assurer que son voisin respecte bien le confinement, à faire la morale à nos amis parce qu'ils sortent un peu loin faire leurs courses... Le solutionnisme technologique qu'on est en train de mettre en œuvre pour juguler l'épidémie vient s'inscrire dans cette logique-là." <u>Lire l'interview d'Olivier Tesquet dans Ouest-France</u>

StopCovid et libertés individuelles : « On se trompe de débat », regrette Mounir Mahjoubi

La réponse

"Je suis d'accord avec mes collègues (qui expriment des doutes) sur les grands principes généraux, que je partage, mais ils se trompent de sujet. Je suis moi aussi viscéralement attaché à l'état de droit, respectueux des libertés individuelles et de nos valeurs fondamentales. Il y a quatre ans, j'ai combattu la mise en place d'un fichier central biométrique par le ministère de l'Intérieur, qui aurait été particulièrement dangereux. Ce n'est pas du tout ce qui est en jeu aujourd'hui. On parle d'une application volontaire, sans partage de données, pas d'un système à la " Big Brother " qui chercherait à espionner les Français." *Lire l'interview de Mounir Mahjoubi dans Ouest-France*

L'Allemagne lance deux applications de tracking

Ce que font nos voisins

La France s'y prépare , l'Allemagne lance un ballon d'essai : l'Institut Robert-Koch, qui coordonne la lutte contre l'épidémie en Allemagne, a lancé une application de traçage numérique du Covid-19. Ce n'est pas encore l'application de " tracking " via le Bluetooth préparée à Paris, mais c'est une étape. L'application Corona-Datenspende (" don de données corona ") présentée le 7 avril par l'Institut Robert-Koch sera utilisée sur la base du volontariat. Le système développé avec l'entreprise Thryve ne fonctionne que lorsqu'il est connecté à des montres " intelligentes " ou des bracelets de fitness de type Fitbit, Garmin ou Polar. Environ 10 millions d'Allemands seraient concernés et " c'est déjà beaucoup ", estime le président de l'Institut Robert-Koch, Lothar Wieler. Lire l'article des Échos

Bruxelles va encadrer les applications de tracking

Les garde-fous

Contre le virus, l'Europe de la tech avance en ordre dispersé. Pour éviter la cacophonie et les dérapages, Bruxelles s'empare du sujet. Thierry Breton, le commissaire au Marché intérieur, avait déjà demandé il y a deux semaines aux grands opérateurs télécoms de partager des données anonymisées et agrégées afin de mieux comprendre et anticiper l'évolution de l'épidémie sur le continent. Cette fois-ci, l'exécutif européen s'intéresse aux applications mobiles de suivi des contacts. Le sujet est

bien plus sensible , car il s'agit de données individuelles, à la fois sur les
interactions sociales et sur l'état de santé des citoyens. <u>Lire l'article des</u>
<u>Échos</u>

Article écrit par Geraldine Russell